



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**BOAMP.fr**

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

## Avis d'attribution de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:26-23017>

Département(s) de publication : **06**

Annonce n° **26-23017**

---

### Section 1 - Acheteur

#### 1.1 Acheteur

**Nom officiel** : Ville d'Antibes (06)

**Forme juridique de l'acheteur** : Organisme de droit public

**Activité du pouvoir adjudicateur** : Services d'administration générale

### Section 2 - Procédure

#### 2.1 Procédure

**Titre** : Missions de contrôles électriques des installations d'éclairage public, de signalisation lumineuse et des contrôles d'accès

**Description** : La présente consultation concerne les missions de contrôle technique électrique (contrôle de conformité électrique) réglementaires périodiques et ponctuels des installations d'éclairage public et des installations de signalisation lumineuse et des contrôles d'accès : Lot 1 : Missions de contrôles électriques des installations de signalisation lumineuse et des contrôles d'accès Lot 2 : Missions de contrôle technique électrique des installations d'éclairage public

**Identifiant de la procédure** : c9041ea8-dc7c-4efa-a710-b953fd73122d

**Type de procédure** : Ouverte

##### 2.1.1 Objet

**Nature du marché** : Services

**Nomenclature principale ( cpv )** : 71630000 Services de contrôle et d'essais techniques

##### 2.1.4 Informations générales

**Base juridique** :

Directive 2014/24/UE

### Section 5 - Lot

5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0001

**Titre :** Missions de contrôles électriques des installations de signalisation lumineuse et des contrôles d'accès

**Description :** La présente consultation concerne les missions de contrôle technique électrique (contrôle de conformité électrique) réglementaires périodiques et ponctuels des installations de signalisation lumineuse et des contrôles d'accès.

**Identifiant interne :** 25F177

#### 5.1.1 Objet

**Nature du marché :** Services

**Nomenclature principale ( cpv ):** 71630000 Services de contrôle et d'essais techniques

**Options :**

**Description des options :** L'accord-cadre est conclu à compter du 1er janvier 2026 (ou de sa date de notification si celle-ci est postérieure) jusqu'au 31 décembre 2026 L'accord-cadre peut être reconduit par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 2 ans, sans que ce délai ne puisse excéder le 31 décembre 2028

#### 5.1.3 Durée estimée

**Durée :** 36 Mois

#### 5.1.5 Valeur

**Valeur estimée hors TVA :** 77,100 Euro

**Valeur maximale de l'accord-cadre :** 300,000 Euro

#### 5.1.6 Informations générales

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

**Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) :** oui

#### 5.1.10 Critères d'attribution

**Critère :**

**Type :** Qualité

**Nom :** Valeur Technique

**Description :** Se référer au Règlement de Consultation

**Pondération (pourcentage, valeur exacte) :** 55

**Critère :**

**Type :** Prix

**Nom :** Prix

**Description :** Se référer au Règlement de Consultation

**Pondération (pourcentage, valeur exacte) :** 40

**Critère :**

**Type :** Qualité

**Nom** : Performances en matière de protection de l'environnement

**Description** : Se référer au Règlement de Consultation

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 5

#### 5.1.12 Conditions du marché public

**Informations relatives aux délais de recours** : Référé précontractuel (art L. 551-1 du Code de justice administrative) pendant toute la procédure et avant la conclusion du contrat. Référé contractuel (article L.551.13 et suivants du CJA) au plus tard le trente et unième jour suivant la publication d'un avis d'attribution du contrat ou, pour les marchés fondés sur un accord-cadre ou un système d'acquisition dynamique, suivant la notification de la conclusion du contrat. Tout concurrent évincé de la conclusion d'un contrat administratif est recevable à former devant le juge administratif un recours de pleine juridiction contestant la validité de ce contrat ou de certaines de ses clauses non réglementaires qui en sont divisibles (et y compris en faisant valoir l'illégalité des actes détachables du contrat) assorti le cas échéant de demandes indemnitaires dans un délai de 2 mois à compter des mesures de publicité appropriées notamment de la publication de l'avis d'attribution. Référé-suspension (art L. 521-1 du CJA) sous condition d'urgence quand le contrat fait l'objet d'un recours de pleine juridiction contestant sa validité. Recours indemnitaire dans les 2 mois à compter d'une décision expresse ou implicite de rejet de la demande préalable (art R. 421-3 du CJA) et sous réserve des dispositions de la loi n 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances de l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics (prescription quadriennale) ou dans le cadre d'un recours en contestation de la validité du contrat. Déféré préfectoral (art L. 2131-8 du Code général des collectivités territoriales) : dans les 2 mois à compter de la date à laquelle l'acte litigieux est devenu exécutoire

#### 5.1.15 Techniques

**Accord-cadre** :

Accord-cadre, sans remise en concurrence

**Informations sur le système d'acquisition dynamique** :

Pas de système d'acquisition dynamique

#### 5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

**Organisation chargée des procédures de recours** : Tribunal Administratif de Nice

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours** : Tribunal Administratif de Nice

**Organisation qui signe le marché** : Ville d'Antibes (06)

### 5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0002

**Titre** : Missions de contrôle technique électrique des installations d'éclairage public

**Description** : La présente consultation concerne les missions de contrôle technique électrique (contrôle de conformité électrique) réglementaires périodiques et ponctuels des installations d'éclairage public

**Identifiant interne** : 25F178

#### 5.1.1 Objet

**Nature du marché :** Services

**Nomenclature principale ( cpv ):** 71630000 Services de contrôle et d'essais techniques

**Options :**

**Description des options :** L'accord-cadre est conclu à compter du 1er janvier 2026 (ou de sa date de notification si celle-ci est postérieure) jusqu'au 31 décembre 2026 L'accord-cadre peut être reconduit par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 2 ans, sans que ce délai ne puisse excéder le 31 décembre 2028

#### 5.1.3 Durée estimée

**Durée :** 36 Mois

#### 5.1.5 Valeur

**Valeur estimée hors TVA :** 220,950 Euro

**Valeur maximale de l'accord-cadre :** 360,000 Euro

#### 5.1.6 Informations générales

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

**Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) :** oui

#### 5.1.10 Critères d'attribution

**Critère :**

**Type :** Qualité

**Nom :** Valeur Technique

**Description :** Se référer au Règlement de Consultation

**Pondération (pourcentage, valeur exacte) :** 55

**Critère :**

**Type :** Prix

**Nom :** Prix

**Description :** Se référer au Règlement de Consultation

**Pondération (pourcentage, valeur exacte) :** 40

**Critère :**

**Type :** Qualité

**Nom :** Performances en matière de protection de l'environnement

**Description :** Se référer au Règlement de Consultation

**Pondération (pourcentage, valeur exacte) :** 5

#### 5.1.12 Conditions du marché public

**Informations relatives aux délais de recours :** Référé précontractuel (art L. 551-1 du Code de justice administrative) pendant toute la procédure et avant la conclusion du contrat.

Référé contractuel (article L.551.13 et suivants du CJA) au plus tard le trente et unième jour suivant la publication d'un avis d'attribution du contrat ou, pour les marchés fondés sur un accord-cadre ou un système d'acquisition dynamique, suivant la notification de la conclusion du contrat. Tout concurrent évincé de la conclusion d'un contrat administratif est recevable à former devant le juge administratif un recours de pleine juridiction contestant la validité de ce contrat ou de certaines de ses clauses non réglementaires qui en sont divisibles (et y compris en faisant valoir l'illégalité des actes détachables du contrat) assorti le cas échéant de demandes indemnitaires dans un délai de 2 mois à compter des mesures de publicité appropriées notamment de la publication de l'avis d'attribution. Référé-suspension (art L. 521-1 du CJA) sous condition d'urgence quand le contrat fait l'objet d'un recours de pleine juridiction contestant sa validité. Recours indemnitaire dans les 2 mois à compter d'une décision expresse ou implicite de rejet de la demande préalable (art R. 421-3 du CJA) et sous réserve des dispositions de la loi n 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances de l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics (prescription quadriennale) ou dans le cadre d'un recours en contestation de la validité du contrat. Déféré préfectoral (art L. 2131-8 du Code général des collectivités territoriales) : dans les 2 mois à compter de la date à laquelle l'acte litigieux est devenu exécutoire

#### 5.1.15 Techniques

**Accord-cadre :**

Accord-cadre, sans remise en concurrence

**Informations sur le système d'acquisition dynamique :**

Pas de système d'acquisition dynamique

#### 5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

**Organisation chargée des procédures de recours :** Tribunal Administratif de Nice

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours :** Tribunal Administratif de Nice

**Organisation qui signe le marché :** Ville d'Antibes (06)

## Section 6 - Résultats

**Valeur de tous les contrats attribués dans cet avis :** 660,000 Euro

**Valeur maximale des accords-cadres dans cette procédure :** 660,000 Euro

#### 6.1 Résultat – Identifiants des lots : LOT-0001

Au moins un lauréat a été choisi.

**Accord-cadre :**

**Valeur maximale de l'accord-cadre :** 300,000 Euro

#### 6.1.2 Informations sur les lauréats

**Lauréat :**

**Nom officiel :** BUREAU VERITAS EXPLOITATION

**Offre :**

**Identifiant de l'offre :** BUREAU VERITAS EXPLOITATION

**Identifiant du lot ou groupe de lots : LOT-0001**

**Valeur de l'offre : 300,000 Euro**

**L'offre a été classée : oui**

**Sous-traitance : Non**

**Informations relatives au marché :**

**Identifiant du marché : 25F177**

**Date de conclusion du marché : 24/02/2026**

**Le marché est attribué dans le contexte d'un accord-cadre : oui**

**Organisation qui signe le marché : Ville d'Antibes (06)**

#### **6.1.4 Informations statistiques**

**Offres ou demandes de participation reçues :**

**Type de soumissions reçues : Offres présentées par voie électronique**

**Nombre d'offres ou de demandes de participation reçues : 2**

#### **6.1 Résultat – Identifiants des lots : LOT-0002**

Au moins un lauréat a été choisi.

**Accord-cadre :**

**Valeur maximale de l'accord-cadre : 360,000 Euro**

#### **6.1.2 Informations sur les lauréats**

**Lauréat :**

**Nom officiel : BUREAU VERITAS EXPLOITATION**

**Offre :**

**Identifiant de l'offre : BUREAU VERITAS EXPLOITATION**

**Identifiant du lot ou groupe de lots : LOT-0002**

**Valeur de l'offre : 360,000 Euro**

**L'offre a été classée : oui**

**Sous-traitance : Non**

**Informations relatives au marché :**

**Identifiant du marché : 25F178**

**Date de conclusion du marché : 24/02/2026**

**Le marché est attribué dans le contexte d'un accord-cadre : oui**

**Organisation qui signe le marché : Ville d'Antibes (06)**

#### **6.1.4 Informations statistiques**

**Offres ou demandes de participation reçues :**

**Type de soumissions reçues :** Offres présentées par voie électronique

**Nombre d'offres ou de demandes de participation reçues :** 2

## **Section 8 - Organisations**

8.1 ORG-0001

**Nom officiel :** Ville d'Antibes (06)

**Numéro d'enregistrement :** 21060004500012

**Adresse postale :** Hôtel de Ville Cours Masséna - CS 82205

**Ville :** Antibes Juan Les Pins Cedex

**Code postal :** 06606

**Subdivision pays (NUTS) :** Alpes-Maritimes ( FRL03 )

**Pays :** France

**Adresse électronique :** CommandePub-Passation@ville-antibes.fr

**Téléphone :** +33 492905280

**Adresse internet :** <https://www.marches-securises.fr>

**Point de terminaison pour l'échange d'informations (URL) :** <http://www.antibes-juanlespins.com>

**Profil de l'acheteur :** <https://www.marches-securises.fr>

**Rôles de cette organisation :**

**Acheteur**

**Organisation qui signe le marché**

8.1 ORG-0003

**Nom officiel :** Tribunal Administratif de Nice

**Numéro d'enregistrement :** 17060005000026

**Ville :** NICE

**Code postal :** 06600

**Subdivision pays (NUTS) :** Alpes-Maritimes ( FRL03 )

**Pays :** France

**Adresse électronique :** greffe.ta-nice@juradm.fr

**Téléphone :** +33 489978600

**Rôles de cette organisation :**

**Organisation chargée des procédures de recours**

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours**

8.1 ORG-0004

**Nom officiel** : BUREAU VERITAS EXPLOITATION

**Numéro d'enregistrement** : 79018467501787

**Adresse postale** : 4 Place des Saisons

**Ville** : COURBEVOIE

**Code postal** : 92400

**Subdivision pays (NUTS)** : Hauts-de-Seine ( FR105 )

**Pays** : France

**Adresse électronique** : aosudestdom@bureauveritas.com

**Téléphone** : +33 493487070

**Rôles de cette organisation** :

**Soumissionnaire**

**Lauréat de ces lots** : LOT-0001, LOT-0002

## **Section 11 - Informations relatives à l'avis**

### **11.1 Informations relatives à l'avis**

**Identifiant/version de l'avis** : 023b586e-cdf2-422b-90bc-7b9cb4b7d701 - 01

**Type de formulaire** : Résultats

**Type d'avis** : Avis d'attribution de marché ou de concession – régime ordinaire

**Date d'envoi de l'avis** : 05/03/2026 à 15:43

**Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible** : français

### **11.2 Informations relatives à la publication**

---

**Date d'envoi du présent avis à la publication** : 05/03/2026